



La France “black-blanc-beur” et la nouvelle donne politique

*Tokia Saïfi, nommée
avec éclat secrétaire d'État
au Développement durable,
est une déçue de la gauche.
à l'instar de bien d'autres
“blacks-blancs-beurs”.
Sur fond d'envolée électorale
lepéniste, les médias
ont beaucoup commenté
ce désamour, tout en relevant
l'émergence d'une tendance
sécuritaire au sein même
de la population immigrée.*

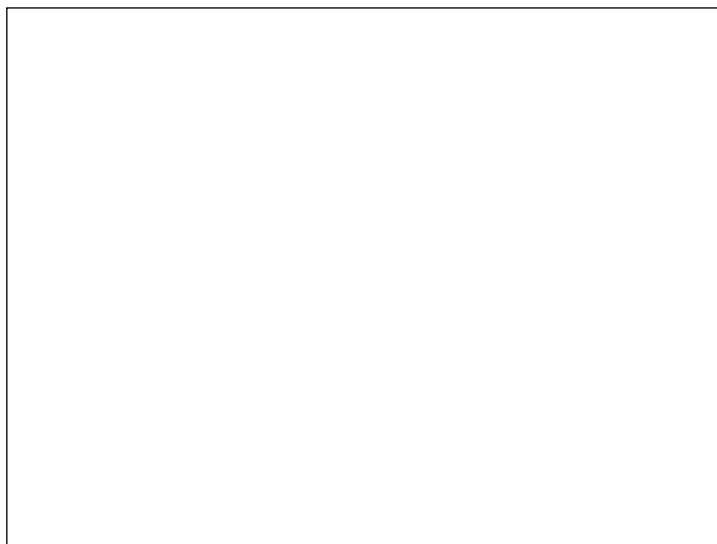
Au soir du 5 mai 2002, nous avons vu en direct sur tous les écrans de télévision des images quelque peu surréalistes. Place de la République à Paris, Jacques Chirac, réélu avec 82 % des voix, a le triomphe modeste, gravité de la crise politique qui vient de se dénouer oblige. Dans la foule “black-blanc-beur”, clairsemée, les plus enthousiastes crient à tue-tête “Chirac-Chirac”, et dansent avec des drapeaux français, marocains ou algériens, comme dans un *remake* en miniature de la victoire au Mondial de 1998. La presse écrite, en écho au “Ouf” de soulagement qui emplit la Une de *Libération* le 6 mai 2002, souligne l'omniprésence de ces Maghrébins et Africains qui sont là pour fêter l'événement, même s'ils n'ont pas voté (étrangers, ils n'en ont pas toujours le droit). Il y a même des “sans-papiers”, qui espèrent naïvement que Chirac leur en donnera, des papiers. D'autres, écrit *Le Monde* du 7 mai 2002, affirment avoir voté pour lui dès le premier tour, tel cet ingénieur algérien le jugeant “*beaucoup moins ambigu que Jospin sur la question du Moyen-Orient*”, ou tel autre qui pense que “*toute l'Afrique gaulliste allait être rassurée*” et que le nouveau président s'attaquerait “*enfin sérieusement à l'insécurité*”.

Jacques Chirac va renvoyer l'ascenseur de façon spectaculaire, en nommant secrétaire d'État au Développement durable Tokia Saïfi, une femme de quarante-deux ans du Nord de la France, issue de l'immigration algérienne. Depuis, “*c'est LA star*”, écrit *Le Parisien* le 2 juin 2002. Les médias s'extasient devant “*un vrai modèle d'intégration citoyenne. La République sous son jour flamboyant, avec un bel ascenseur social, pas encore en panne*” (*Le Figaro*, 28 mai 2002). Cameramen, photographes et journalistes se bousculent pour immortaliser le premier geste politique de Tokia Saïfi : la visite à sa famille, qui vit dans le quartier populaire du Bois-du-Quesnoy à Haumont (Nord). L'image des retrouvailles avec sa mère, Yamina, et ses frères et sœurs, est touchante. Tout comme l'hommage au père, un “*simple ouvrier*” décédé en 1973, qui a su insuffler le sens de l'effort et de la réussite à ses dix enfants. Même

des voisins “frontistes” sont venus embrasser la mère pour la féliciter, et pour dire combien ils sont fiers “*que quelqu’un du quartier entre au gouvernement*” (*Le Journal du dimanche*, 12 mai 2002). La famille Saïfi, symbole de la revanche d’une “*France d’en bas*” qui ne renie pas son histoire d’immigration, voilà qui, encore une fois, rappelle “*la visite de Zineddine Zidane au bled après son sacre de 1998 au stade de France*” (*Libération*, 10 mai 2002).

La gauche l’a promis, la droite l’a fait

Coup médiatique rondement mené, “l’effet Tokia” est aussi un coup politique pour enfoncer un peu plus une gauche groggy, sur le thème maintes fois ressassé : “*La gauche l’a promis, la droite l’a fait*”. Tokia Saïfi est ainsi présentée comme le symbole des “*beurs déçus par la gauche*”, un phénomène objet d’une intense couverture éditoriale au point de faire, par exemple, le gros titre du *Figaro* du 28 mai 2002. Son *curriculum vitae* politique est ainsi résumé par le présentateur du “Soir 3” : “*Une ancienne militante gauchiste convertie au libéralisme par Alain Madelin.*” Elle se souvient : “*Je suis entrée en politique en entendant les vociférations de Le Pen [...]. J’ai commencé avec la marche des beurs*” (*France 3*, 8 mai 2002). Mais “*Mitterrand nous a fait croire au vote des immigrés aux municipales, il nous a trahis, manipulés*” (*Le Nouvel observateur*, 16 mai 2002). Tokia Saïfi rejoint alors l’association France plus, connue pour ses entrées au RPR, puis passe successivement de Génération écologie à la droite libérale. En 1999, elle est élue députée européenne RPR-DL. “*La droite, elle, ne nous récupère pas, affirme-t-elle dans Le Nouvel observateur le 16 mai 2002. Là, au moins, on ne me jetait pas après usage comme l’avait fait le PS.*”



Le Figaro,
mardi 28 mai 2002.

Il est vrai que, au RPR notamment, la droite confie parfois sans le même effet d'affichage ostentatoire d'importants postes de responsabilité dans l'appareil. Il ne s'agit pas de simples rôles de figuration. Toutefois, on ne peut s'empêcher de penser que derrière tout cela, elle lorgne avant tout sur l'électorat beur, approximativement évalué à un million de voix. Mais comment expliquer alors la quasi-absence de candidats de droite "beurs" ou "blacks" aux législatives 2002 ?

"Pour de nombreux observateurs, l'engouement [de certains immigrés] pour la droite n'est que le fait de quelques vieux militants déçus et de cadres supérieurs immigrés", estime Le Monde (9-10 juin 2002). "Ce sont surtout les 35-40 ans qui diffusent ce discours de trahison de la gauche et poussent à tenter sa chance à droite. Mais l'image d'un Chirac "pro-arabe" ne parvient pas à compenser celles de la politique sécuritaire et anti-immigrés", analyse Vincent Geisser, chercheur à l'Institut de recherche du monde arabe et musulman (Iremam). D'après lui, aux présidentielles, les jeunes musulmans se sont prononcés à 46 % pour les candidats de gauche, et à 20 % pour ceux de droite. Un sondage du magazine La Vie, publié le 25 avril 2002, va dans ce sens : selon lui, les musulmans auraient voté à 66 % pour la gauche. Vincent Geisser conteste la notion même de "vote communautaire" : "Qu'il soit beur, juif ou autre, [ce vote] n'existe que dans la tête des responsables politiques locaux et des associations communautaires. Les candidats donnent corps à leur croyance en faisant un enjeu électoral majeur d'une demande sociale qui n'est ni forcément exprimée (la construction d'une mosquée, par exemple) ni même centrale au regard des attentes des électeurs issus de l'immigration. En réalité, un vote beur n'est pas statistiquement identifiable : le milieu social, la logique professionnelle et l'affiliation syndicale sont des critères électoralement plus déterminants que l'origine ethnique ou religieuse" (Libération, 29 janvier 2002).

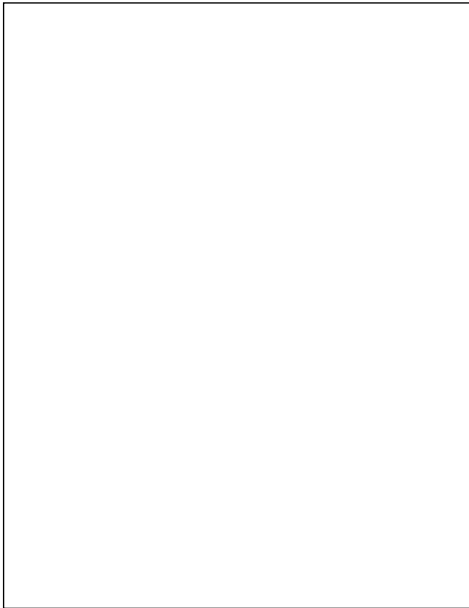
"Immigrés contre immigrés"

Il n'empêche. Ces élections ont révélé que le sentiment d'insécurité est partagé par les immigrés eux-mêmes et, à en croire la presse, ils ont intériorisé l'équation "marre de la violence = Le Pen". *"Vous savez pourquoi Le Pen a fait tant de voix ici ? Parce que nous, les immigrés, on en a marre de la violence et de l'insécurité",* confie une femme de la cité Berthe à Toulon (*Le Figaro*, 25 avril 2002). Depuis les présidentielles, des médias font état d'incidents répétés et de conflits d'intérêts entre immigrés. Ainsi, *France Soir*, le 16 mai 2002 dans sa rubrique "C'est arrivé près de chez vous", évoque à propos du "marché de la misère" place d'Aix à Marseille, "deux sociétés rivales [qui] se côtoient désormais sans s'apprécier, les réguliers et les clandestins". Le titre-choc de l'article, "Les immigrés chassent les immigrés", n'est pas sans rappeler la "chasse aux dealers" à Lille, à propos de laquelle Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, avait beaucoup glosé au milieu des années quatre-vingt-dix. Aujourd'hui, souligne Jean-Michel

Verne dans *France Soir*, “le maire DL du 1^{er} secteur, Jean Roatta, ne cache pas sa satisfaction. Il faut comprendre que des immigrés de troisième génération qui sont installés en toute légalité dans les commerces de la porte d’Aix ne supportent plus d’être assimilés à des voyous.”

“Immigrés contre immigrés”, titre également *Le Monde* pour un des volets de sa série d’enquêtes consacrées à la “libération de la parole raciste” depuis le 21 avril. La journaliste Catherine Simon y relate sa rencontre à Saint-Priest (à l’est de Lyon) avec des gens ordinaires d’origine italienne, telle cette femme qui se désigne elle-même comme “une blanche” et qui ne veut pas voir ses enfants avec des copains arabes. Dans cette commune tenue depuis deux décennies par un socialiste “de souche italienne”, “les premiers migrants ‘essaient de limiter l’accès’ des nouveaux arrivants”, ce qui expliquerait en partie les “scores incroyables” du Front national dans les années quatre-vingt. Aujourd’hui, René Frousse, responsable local des Verts, dit : “Ce sont les immigrés d’hier, ou plutôt leurs enfants, qui votent pour l’extrême droite.” Sa “consternation”, relevée par Catherine Simon, sonne comme un reproche implicite à ces immigrés pour lesquels les Verts se démènent tant.

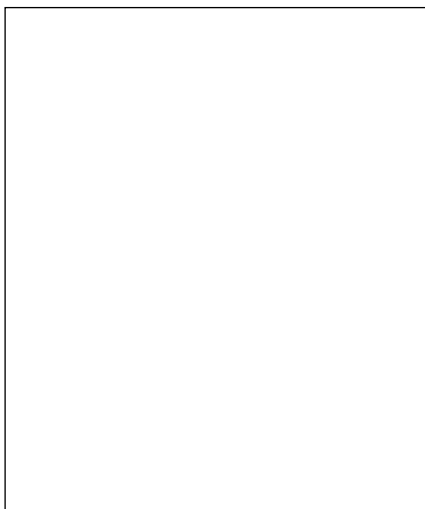
La même impression de reproche, voire de hargne, ressort de l’enquête de Philippe Grangereau à Audincourt (Doubs), publiée dans le journal *Libération* le 30 avril 2002. “Des bulletins extrême droite dans la communauté maghrébine naturalisée, il y en a eu. Énormément. Jacques Cordier, socialiste, l’a constaté au dépouillement du premier tour. Il y a même des Maghrébins qui disent qu’il y a trop d’Arabes dans le quartier !”, lâche-t-il. À en croire cet article, le vote des ouvriers de Pologne et d’Italie venus travailler dans les usines Peugeot à partir des années trente semble entendu : “Ceux-là sont intégrés et vivent dans le quartier des anciennes forges, où l’on a voté le plus Le Pen.” Commentaire d’Alain Sébille, du FN : “Ils sont devenus de vrais Français car ils travaillent vraiment.”



Libération,
vendredi 7 juin 2002.

Les immigrés et la tentation sécuritaire

Le journaliste de *Libération* nous livre également le sentiment de quelques Maghrébins rencontrés dans un bar PMU, tel Mohamed, un Algérien installé depuis 1973 qui, “s’il avait pu voter, aurait voté Le Pen. Il faut remettre de l’ordre dans tout ça”, proclame-t-il sans s’étendre davantage. Son voisin, un Marocain, acquiesce, un peu gêné : “Le Pen n’est pas vraiment raciste. C’est de la politique tout ça’.” On peut douter du sérieux de



France Soir,
jeudi 16 mai 2002.

ce genre de reportages, qui généralisent à des fins très démonstratives un ou deux propos anonymes saisis au vol dans un bar. On peut également s'interroger sur l'opportunité de reprendre en titre la phrase : "Même des Maghrébins disent qu'il y a trop d'Arabes dans le quartier" ; et en accroche : "*Le Pen n'est pas vraiment raciste. C'est de la politique tout ça*". Un Marocain." C'est manifestement racoleur. Pour les lecteurs qui, au vu de la surabondance de reportages tentant de saisir le phénomène du vote Le Pen dans les villes ouvrières et les quartiers populaires, ne se donnent pas la peine de tout lire dans le détail, une image subliminale s'imprime dans la mémoire : les immigrés banalisent Le Pen ; ou pire, ils confortent ce vieux soupçon de la gauche qui les accuse de "jouer le jeu du FN".

Comme pour enfoncer le clou, Libération donne la parole à Alain Sébille du FN, qui se "*félicite*" de la situation : "*Quand je vois des jeunes Arabes qui traînent au pied des HLM, je leur donne 100 francs pour distribuer mes tracts, et ils le font. Je leur dis que c'est pas le maire qui va leur donner du boulot, que les entreprises susceptibles de les embaucher sont plutôt FN...*" Une affirmation qui permet bien des extrapolations sur d'autres formes de manipulation du *lumpen prolétariat* issu de l'immigration...

Un autre article du *Monde* daté du 8 mai 2002 affiche : "À la Devèze, quartier de Béziers, le FN a conquis des électeurs issus de l'immigration." Dans ce quartier, qui avait défrayé la chronique en septembre 2001 avec l'attaque au lance-roquettes d'un commissariat et le meurtre d'un élu par un jeune d'origine maghrébine, le constat est dans les grandes lignes le même : rivalité entre communautés, sentiment d'injustice, désespérance, conflit entre générations aussi. "*Reggraoui, un maçon d'origine marocaine de cinquante-deux ans, a voté pour Le Pen : 'Je ne l'aime pas, mais au moins il parle de notre quotidien. Il y a trop de délinquance et pas de respect entre les communautés. Les jeunes foutent le bordel*". Le journal, qui donne la parole aussi aux jeunes, relève des réactions contradictoires. D'un côté, Omounc, un Turc, affirme : "*Les vieux ont peur de nous. Ils nous voient comme une menace pour leur intégration, et ils votent le Pen*". De l'autre, Sofiane, un Algérien de dix-sept ans, déclare : "*Il y a trop de tout. Espagnols, Arabes, Yougos... Mais je ne suis pas raciste puisque je suis arabe*".

Le FN ne va pas se gêner pour incorporer les Français issus de l'immigration qui expriment une communion d'intérêt dans une tentation sécuritaire qui transcende bien des clivages. D'autant plus que cela lui permet de polir à bon compte son image. À cet égard, la mise en avant de Farid Smahi, élu conseiller régional FN d'Île-de-France et poulain chouchouté de Le Pen, n'est pas aussi anecdotique que l'on pourrait l'imaginer. Lui

aussi déçu de France plus – mais aussi du RPR – il donne un aperçu de jusqu’où pourrait aller la dérive opportuniste de la gauche vers la droite. Il ne manquera d’ailleurs sans doute pas d’exploiter ses dernières mésaventures. À la veille des législatives des 9 et 16 juin 2002, pour lesquelles il était candidat dans le XVI^e arrondissement de Paris, sa boîte à lettres et la façade de son immeuble ont été barbouillées d’inscriptions telles que “*Arabes dehors*”. La police a confirmé les faits, et une enquête est ouverte. Farid Smahi a porté plainte.

“*Résistance citoyenne*”

Dernier avatar de la suspicion à l’égard des populations issues de l’immigration, la gauche a reproché l’absence des associations autonomes dans la mobilisation anti-Le Pen entre les deux tours de la présidentielle. *Le Monde* des 28-29 avril 2002 s’est fait l’écho de ce nouveau “*rendez-vous manqué*” : “À Lyon, DiverCité refuse de défiler avec une gauche ‘qui s’est servie du FN’”, titre le journal. En l’espèce, le problème n’était pas de défiler ou non avec la gauche, mais bien de s’opposer à la fois au FN et à “l’epénisation” des esprits qui est “*pour nous une donnée quotidienne*” traversant “*déjà la société entière*”, affirme Pierre-Didier Tché Tché Apéa, un responsable de DiverCité. Et la gauche et la droite ont leur part de responsabilité dans cette situation. Cette “vérité” là ne paraît pas politiquement correcte. La presse a ainsi passé totalement sous silence un “Appel national à la résistance citoyenne” signé par deux cents militants associatifs issus de l’immigration. À l’initiative du sociologue Saïd Bouamama, ce texte qui a été relayé notamment par DiverCité à Lyon, les Motivé-e-s à Toulouse et le Mib (Mouvement de l’immigration et des banlieues) à Paris, et qui a été largement diffusé sous forme de tracts lors des manifestations anti-Le Pen du 1^{er} mai, dit en toutes lettres : “*Nous appelons à nous opposer au Front national par tous les moyens.*” Malgré l’ostracisme dont il a fait l’objet, cet appel a servi de point d’appui pour la constitution d’un réseau associatif national qui a soutenu des candidatures indépendantes aux législatives, dont celle des Motivé-e-s de Toulouse, qui n’ont toujours pas digéré l’apostrophe “*Pas d’Arabes au Capitole*” lancée par un adjoint du candidat de droite Philippe Douste-Blazy aux municipales de 2001.

En attendant le “troisième tour”, et l’organisation d’une université d’été, différents membres de ce réseau appuient des initiatives pour prolonger la lutte anti-FN, comme la sortie par des rappers engagés d’un disque compact intitulé “*Sachons dire NON, la lutte est en marche*”. À l’heure où le danger Le Pen semble – provisoirement ? – circonscrit, ces voix-là tentent de s’immiscer dans le débat démocratique pour suggérer d’autres alternatives au duel gauche-droite, et pour continuer à porter les revendications historiques d’égalité des droits sociaux et politiques entre Français et immigrés. ■